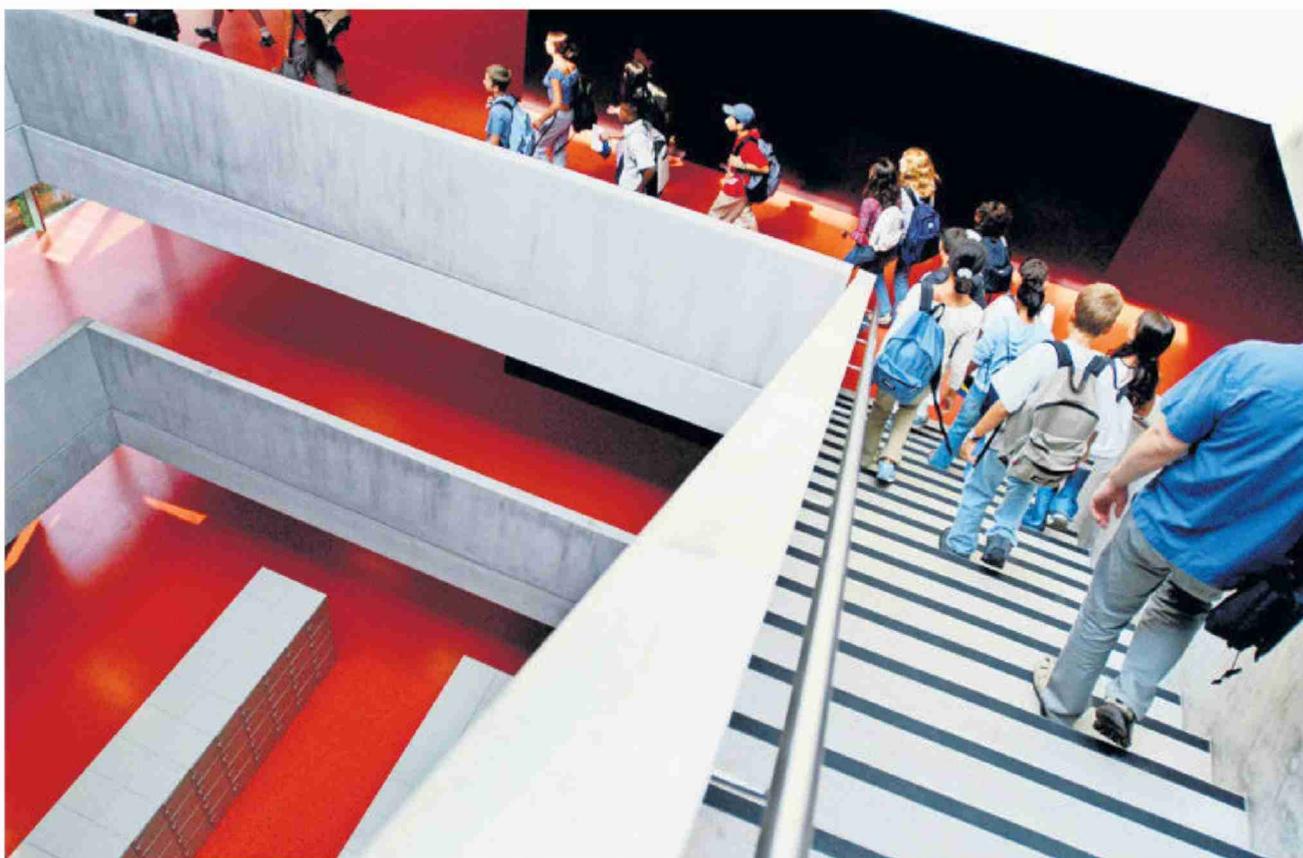


Instruction publique

L'école obtient 2,2 millions pour «sauver» la rentrée



Selon la conseillère d'Etat Anne Emery-Torracinta, la rentrée (ci-dessus le Cycle d'orientation de Montbrillant) pourra se réaliser de façon sereine et dans des conditions normales. PASCAL FRAUTSCHI

Anne Emery-Torracinta pourra engager quarante-six enseignants et absorber les 800 élèves attendus

Aurélié Toninato

Anne Emery-Torracinta peut souffler. La cheffe du Département de l'instruction publique (DIP) a obtenu hier un crédit supplémentaire pour absorber la hausse d'élèves prévue à la rentrée scolaire. La Commission des finances a accepté de lui octroyer 2,2 millions pour l'engagement de 46 enseignants, comme l'a annoncé *Le Courrier*. «Nous pouvons désormais envisager la rentrée de façon sereine et assurer de la réaliser dans des conditions normales», confie la conseillère d'Etat.

Il y a quelques semaines, la magistrate tirait la sonnette d'alarme: le budget 2014 voté par le Parlement est insuffisant pour couvrir l'ensemble des besoins du DIP (*notre édition du 7 mai*). Sa cheffe confie «qu'il ne sera pas possible de réaliser la rentrée dans le cadre budgétaire prévu sans porter préjudice à l'encadrement et aux conditions d'enseignement». Des scénarios impliquant des coupes drastiques sont alors étudiés pour tenter de réaliser une rentrée avec les moyens du bord. L'un d'eux met les collaborateurs en émoi: fermer 30 classes au cycle pour dégager des économies (*lire encadré*). En parallèle, la magistrate lance une demande pour obtenir

un crédit supplémentaire.

Refus du PLR et de l'UDC

La semaine passée, le Conseil d'Etat donne son aval, suivi de la commission hier. Dans le détail, ce crédit sert à financer 22 postes supplémentaires au postobligatoire pour absorber une hausse démographique de 300 élèves; 9 postes au cycle pour 150 élèves en plus; 15 postes au primaire pour une augmentation de 300 élèves.

Seuls les commissaires PLR et UDC ont refusé la demande. «Tous les départements doivent serrer leurs dépenses et on octroie des moyens supplémentaires au DIP, qui bénéficie déjà d'un budget colossal de 2 milliards! s'insurge un élu UDC. Nous n'avons plus les moyens de dépenser, on ne peut pas continuer à vivre à crédit. Je préfère économiser maintenant, de façon progressive, plutôt que de distribuer de l'argent et de devoir faire des coupes drastiques de 10 à 15% dans cinq ans.» Il ajoute: «Certains départements ont déjà planifié des réductions de postes progressives. Comment justifier qu'eux doivent couper alors qu'on donne au DIP?»

Du côté socialiste, on rappelle que le temps scolaire ne correspond pas au temps des budgets. Ceux-ci sont en effet préparés et votés avant une rentrée et ne correspondent donc pas toujours à la réalité des besoins. «Il y a forcément des décalages d'une année à l'autre car les effectifs de la rentrée fluctuent. Je ne comprends pas qu'on puisse refuser ce crédit,

surtout de la part d'un parti (*ndlr: l'UDC*) qui est prêt à dépenser un milliard pour une traversée routière de la rade tout en prétendant qu'il n'y a pas d'argent...»

Un répit de courte durée

Du côté des collaborateurs, ce crédit est un véritable soulagement. «Nous avons vraiment eu l'impression que nos postes étaient menacés, certains d'entre nous se voyaient déjà pointer au chômage», confie un jeune prof. Pour la Fédération des associations de maîtres du cycle d'orientation (Famco), c'est un «Ouf, mais...» «On est ravi de ne pas avoir à se lancer dans un nouveau combat, rapporte Marc Simeth, membre de la Famco. Mais nous restons attentifs à la suite car la magistrate nous a déjà prévenus que l'avenir s'annonce compliqué.» En effet, la cheffe du DIP ne se voile pas la face. «La législature qui s'annonce ne sera pas un long fleuve tranquille. Nous aurons sans doute à réfléchir à l'attribution des moyens. Mais, au moins, nous le ferons calmement, dans la concertation et non dans la précipitation d'une rentrée.»

Anne Emery-Torracinta peut souffler, mais pour quelques mois seulement. Car le crédit obtenu sert seulement à terminer l'année civile; il devra être triplé dans le budget de l'an prochain...



**Nos articles sur
la cheffe du DIP sur
www.dip.tdg.ch**

Un plan de secours a suscité la panique

Le DIP planchait sur des scénarios de secours, dans le cas où il devrait assurer une rentrée sans moyens supplémentaires. L'un de ces plans a semé la panique: la direction générale a annoncé que trente classes pourraient fermer en août au cycle. Cela aurait impliqué de déplacer les élèves d'un établissement à un autre pour «bourrer» les classes – les

jeunes en difficulté auraient été plus concernés – et de supprimer 50 postes. La mesure n'était pas entérinée mais les directeurs ont tout de même pris les devants: de jeunes profs ont été prévenus ces derniers jours que leur poste pourrait ne pas être assuré pour l'an prochain... Ce scénario n'est plus d'actualité pour cette rentrée.

A.T.